



Au sommaire de ce numéro

61

« ma mondialisation » (film-débat ATTAC 92, Montrouge).....	2
Comme au temps du capitalisme sauvage, un article de Christophe Dejourné lu par JL Michniak.....	3
Courrier des lecteurs.....	4
Agenda.....	5
Organisation d'ATTAC 92, Bulletin d'adhésion.....	6

Pouvez-vous imaginer un monde sans Attac ?

Attac a besoin de vous ! Vous pouvez encore régler votre cotisation 2012

Si vous êtes assujetti à l'impôt sur le revenu, vous pourrez déduire 66% de votre cotisation du montant de votre impôt.

30 % de votre cotisation est reversée à votre comité local (dans les Hauts de Seine, Attac 92), le solde permettant à Attac France de financer et articuler les campagnes nationales et internationales

Le prochain numéro paraîtra début décembre

Diffusez, par courriel ou sur papier... Abonnez vos parents, vos amis ! Il vous suffit de nous le demander.

Faites leur plaisir!

Décroissance

Un événement majeur, sur lequel on n'a pas encore assez réfléchi, est à l'œuvre : pour la première fois de son histoire, **l'humanité s'est engagée dans la transition démographique**. Le nombre d'enfants par femme est passé sous le seuil de remplacement des générations (2,1), non seulement dans les pays développés, mais dans de nombreux pays du Sud (Chine, Brésil, Iran, Tunisie, ...), et il décroît rapidement dans les autres (y compris dans l'Afrique subsaharienne ; l'Afrique dans son ensemble compte encore plus de quatre enfants par femme).

On espère que la population mondiale sera stabilisée en 2050 avec 9 milliards d'habitants, ou en tout cas avant la fin du siècle.

En toute logique, la fin de la croissance de la population mondiale devrait aller de pair avec la **fin de la croissance** exponentielle des biens matériels que nous connaissons aujourd'hui, qu'il s'agisse des aliments, des logements ou des biens manufacturés. On devrait pouvoir se satisfaire de la stabilisation de la production alimentaire, et d'un marché de renouvellement des logements et biens manufacturés.

La fin de la croissance, cela ne veut pas dire qu'on ne produit plus de richesse, mais qu'on n'en produit pas plus que l'année précédente. Ne serait-ce pas assez ?

Mais le **capitalisme sans frein** que nous connaissons aujourd'hui ne peut fonctionner sans croissance. Il pousse à susciter toujours de nouveaux besoins, de nouvelles envies ; il conduit aux gaspillages et aux inégalités, à la compétition et à la guerre de tous contre tous. Il accélère l'épuisement des ressources du sous-sol, et le changement climatique. Après nous, le déluge, telle est sa devise !

D'ici à l'horizon 2050, au plus tard à la fin de ce siècle, il faudra donc avoir inventé un nouveau mode de fonctionnement de notre économie, un post-capitalisme.

Cela ne se fera pas sans convulsions. L'oligarchie qui mène le monde (les fameux « 1 % ») ne se laissera pas dépouiller, sans lutter, de ses privilèges. Elle dispose de moyens puissants : l'argent qui corrompt, l'argent qui achète. Elle cherche à diviser, en s'appuyant sur les mauvais instincts (xénophobie), et sur les archaïsmes religieux (mormons ici, suivez mon regard, salafistes là...).

Mais le vieillissement de la population mondiale, corollaire de sa stabilisation, devrait contribuer à trouver un **mode de fonctionnement plus apaisé, faisant davantage appel à la coopération qu'à la compétition**. L'Europe, et au sein de l'Union européenne la France, peuvent jouer un rôle décisif pour frayer cette nouvelle voie. Les idéaux de liberté, égalité, fraternité qui y ont pris naissance, le modèle social construit de haute lutte, n'ont jamais cessé d'inspirer les peuples du monde entier. Les Français ont su perpétuer un art de vivre, qu'illustre en particulier le fait qu'ils passent 2 h15 par jour à table à partager des repas conviviaux...

La décroissance est notre horizon.

Jean-Paul Allétru

« Ma mondialisation » *Compte-rendu de la réunion Attac92 tenue à Montrouge, le 4 octobre*

La réunion –débat a commencé par le visionnage d'un film de *Gilles Perret*, « **ma mondialisation** ».

Il était prévu de voir ensuite un entretien enregistré avec Frédéric Lordon, mais nous avons préféré le sauter, pour réserver un temps suffisant pour le débat (le film étant déjà très riche).

A travers le regard plutôt « atypique » d'un chef d'entreprise de la vallée de la mécanique de précision en Haute-Savoie, le film raconte cette phase du capitalisme dominé par les mécanismes financiers « globaux » et implacables. Victimes de leur succès toutes les plus grosses entreprises de la vallée ont déjà été rachetées par des sociétés financières dont l'unique souci est la rentabilité maximale dans des temps records. Une illustration parfois drôle, et le plus souvent cruelle, du choc des cultures entre l'industrie et l'univers de la finance.

Jean-Paul introduit le débat. Dans ce film, tous les personnages sont sympathiques. Il y a une logique implacable qui pousse le chef d'entreprise à délocaliser une partie de son activité en Tchécoslovaquie, puis en Chine. On est plein d'empathie pour le pauvre travailleur chinois obligé de vivre séparé par 1000 km de sa femme et de son enfant... Pourtant, il n'y a pas de fatalité à une évolution qui fait le malheur ou la souffrance de tous : il s'agit d'une construction humaine, non d'une loi de la nature. Comment sortir de ces cercles vicieux ?

Laurence. Le film illustre bien le passage du capitalisme industriel au capitalisme financier.

Gaétan. On voit bien comment le fonds de pension intervient. On n'investit plus dans la production. Mais pourquoi vendre les machines ?

Christelle. Frédéric Lordon cite une loi française de 1986, les socialistes étant au pouvoir : qu'est-ce qui a motivé les socialistes à lancer cette machine ?

Daniel. Il s'agit d'une loi de Jacques Delors, l'objectif était de diminuer le nombre d'intermédiaires.

Sébastien. L'origine est plus lointaine. Après la deuxième guerre mondiale, les socialistes européens ont cherché à sauver le capitalisme face à l'Union soviétique. De là la naissance de l'Union européenne.

Jean-Christophe répondant à Gaétan. Les fonds de pension vendaient les machines pour avoir du cash. Le but n'est plus de faire de la production, mais de l'argent. Il y a un changement complet de paradigme. Depuis Ford, il y avait une certaine convergence entre capitalisme et communisme : la perspective de produire des biens.

Jean-Jacques. Souvenons-nous du mot du PDG d'Alcatel, Serge Tchuruk : « je rêve d'une entreprise sans usine ». Le but était devenu : obtenir le meilleur taux de profit.

La crise actuelle est durable. Jusqu'à présent, on en sortait par des guerres...

A qui profite le crime ?

La valeur créée est transférée vers les banques .

Daniel. Ce qui ressort du film, c'est l'idée : on n'a pas le choix, on n'y peut rien...

Ce qui est à l'œuvre, ce n'est pas un complot, mais des lois qui ont été décidées.

Il faut saisir les banques, il faut faire la peau au libre-échange.

Cécile. Il y a bien une solution : l'autogestion, la coopérative. Dans le film ne m'apparaissent pas clairement les problèmes qui l'empêchent ?

Jean-Christophe. Les échecs du passé ne doivent pas nous amener à renoncer. Il faut se reposer la question. Ce qui est en cause, c'est le capitalisme. Il n'y a pas le bon capitalisme industriel et le mauvais capitalisme financier.

Michel. 1. Il faut une réappropriation collective de l'outil de travail (la coopérative). Dans le film, les patrons disent : « je n'ai pas de successeur, mettons le Conseil général ». Pourquoi ça ne s'est pas développé ?

2. La question de la financiarisation. On ne peut pas dire : « l'argent travaille ».

Dire que les socialistes ont été des sociaux-traitres, ce n'est pas la question.

Je suis très pessimiste. Le film date de 2006. Depuis, les choses ne se sont pas arrangées. La situation s'est aggravée. Où sont les politiques ?

Jean-Marc. La mondialisation est plus forte que les coopératives. Qu'est-ce qu'on peut faire, en plus de la coopérative ? La qualité, investir dans la recherche ? Les Chinois y arrivent aussi...

Jean-Jacques. Le rouleau compresseur de la mondialisation passe sur l'économie sociale et solidaire. Il faut réconcilier Proudhon, Fourier et Marx.

Sébastien. Les coopératives peuvent reproduire le même système. Il faut changer de paradigme économique. Economie et politique sont très liées : ils ont fait les mêmes écoles, ils passent de l'une à l'autre...

Il y a un risque de clientélisme, y compris dans des municipalités communistes.

Il faut tout changer.

Cécile. Il y a quand même de beaux exemples de coopératives : Sea France. Pour le problème des hauts fourneaux (Florange), Fralib... on n'en entend pas parler !

Michel. En Amérique latine (Equateur, Bolivie), il y a des tentatives de se réapproprier l'économie. Nous, ici, on est formatés, comme ceux que nous dénonçons.

Jean-Paul. On n'a pas parlé de protectionnisme, de régulation du libre-échange...

Daniel. Il y a l'exemple de l'hôtel Bauen [?], édifié à l'occasion de la Coupe du monde de 1978. Les responsables sont partis avec la caisse, les salariés ont repris l'hôtel sous forme de SCOP. Et ça dure !

La discussion, animée aurait pu se poursuivre longtemps... Mais nous devons rendre la salle.

Et vous, amis lecteurs, qu'en pensez-vous ?

“ Comme au temps du capitalisme sauvage ...”, un article de *Christophe Dejours*

Notes de lecture de Jean-Louis Michniak

“ Comme au temps du capitalisme sauvage ...” , c’ est le “regard” de Christophe Dejours, psychiatre, psychanalyste et fondateur de la psychodynamique du travail, paru dans le magazine Humanité-Dimanche (27/9/2012).

Dans le monde (Japon, Chine, Corée du Sud, Argentine, Brésil, etc.) et en France (dans l’enseignement, l’ activité hospitalière, les services de police, l’ agriculture, la fonction publique, les sociétés privées, etc.), la liste de personnes qui se suicident à cause de leur travail s’ allonge sans cesse.

Cette forme ultra-tragique du passage à l’ acte n’ est que la partie visible (souvent la plus médiatisée) de la réalité de la ‘mal-vie’ qui touche de plus en plus d’ hommes et de femmes dans leurs activités professionnelles.

Comme beaucoup de personnes, je peux témoigner de la dégradation réelle des conditions de travail (bien sûr cela est variable d’ un site économique à l’ autre, d’ un secteur à l’ autre !) notamment dans la branche de la métallurgie . C’ est la conséquence d’ une gestion des entreprises centrée sur la recherche du profit maximum, de la “pressurisation” très forte pour une productivité la plus grande possible. Cela entraîne des situations de stress, une concurrence malsaine entre les salariés(iées), bref le contraire d’ un épanouissement, et d’ une certaine satisfaction dans l’ exercice d’ un métier. . .

Heureusement, dans les lieux où il existe une présence syndicale, un partenariat social, les “dégâts” dans la vie en entreprise peuvent être plus limités, par rapport aux bassins d’ emplois dépourvus de ces organismes! Mais la notion de solidarité paraît être en recul.

Voici quelques unes des remarques avisées de Christophe Dejours, sur la refondation du travail.

Il évoque, notamment, le sort des personnels des usines de sous-traitance de grandes séries, comme chez le géant taiwanais Foxconn, principal assembleur de Apple et de bien d’ autres groupes mondiaux de l’ informatique :

“Il n’ y a pas d’ indépendance entre travail et hors travail ... Sous l’ effet de l’ enfermement dans cette termitière humaine, que reste-t-il pour l’ espace privé ? Sous l’ effet de l’ épuisement par les cadences de travail, comment échapper à l’abrutissement hors travail ? Sous l’ effet de la saleté généralisée et des odeurs répugnantes qui plombent l’ atmosphère, où trouver les ressources pour espérer un avenir meilleur ?

Dans la solitude affective au milieu de la masse, comment métaboliser l’ angoisse d’ assister à sa propre dégradation intellectuelle et morale?

Eh bien, en Chine comme en France, lorsqu’ un suicide intervient, les dirigeants prétendent que ce n’ est pas à cause du travail, mais en raison de la vulnérabilité du travailleur... Quant aux vagues de suicides, c’ est sans doute le fait d’ une ‘mode’, pour reprendre les fines analyses cliniques de Didier Lombard, à France Télécom.

Les enquêtes de terrain montrent que le hors travail est colonisé par les effets à distance des contraintes de travail: elles altèrent en profondeur le fonctionnement psychique.

Et lorsque ces contraintes sont démesurées comme à France Télécom ou à Renault Guyancourt, elles l’altèrent jusqu’ à déstabiliser l’ identité et mener au suicide... C’ est bien ce travail dominé qui est en cause dans le processus d’ un certain nombre d’ ouvriers, pendant que d’ autres sont rejetés de l’ entreprise à cause des autres pathologies, autrement plus nombreuses , mais dont on ne parle même plus.”

Ce praticien, militant pour la reconnaissance du travail, veut que l’ on prenne en considération ce qui “lie santé mentale et organisation du travail” . “Dans le travail, on ne fait pas que produire: on se met à l’épreuve soi-même ... Il y a un lien indissociable entre le travail et la vie ... Le travail est un corps à corps avec le réel... un lieu unique d’ émancipation”. Il pense que “le vrai pouvoir dans l’ entreprise aujourd’hui est le pouvoir de dire” ; “ ne sous-estimons pas le pouvoir que procure le savoir”. Il invite à “ repartir de la base, de l’ expérience réelle du travail que les managers comme les cadres syndicaux vont devoir comprendre, analyser, mettre en mots et faire remonter jusqu’ aux instances dirigeantes.”

A noter que *Christophe Dejours*, professeur de psychanalyse santé travail au Conservatoire National des Arts et Métiers, est l’ auteur, avec *Béatrice Bouniol*, d’ un livre récent “La Panne, Repenser le travail et Changer la vie” paru aux Editions Bayard. C’ est un précieux plaidoyer pour la promotion de la valeur travail, souvent mise à mal par différents facteurs dont les ravages de la mondialisation et le cynisme de trop d’ élites, ce que nous dénonçons à Attac et dans les sphères d’ organisations progressistes et humanistes.

Internet : en user sans en abuser

L’envoi d’un courriel avec une pièce jointe de 1 Mo consomme 7,5 g équivalent de fer, soit le poids d’une pièce de 1 €

Plus d’info sur : http://npdc-picardie.ordi2-0.fr/IMG/pdf/guide_ademe_tic_impacts.pdf

Courrier des lecteurs Plusieurs réactions au sujet de la fiscalité.

Claude Borgo Merci pour ce document explicatif très précis et surtout très rare. Je diffuse

J-L P. L'impôt devrait-il être utilisé pour une meilleure répartition sociale ?

A un moment où le bateau Terre coule (longue liste : contamination radioactive, déchets, biodiversité, eau, ressources qui disparaissent, et...) est-ce que l'impôt ne devrait pas aussi être utilisé pour avoir de **meilleurs produits** :

-avec une intensité *ressources non renouvelables* et *déchets* plus basse

-avec un encouragement à la relocalisation des économies ?

T. V Bravo pour ce beau numéro sur la fiscalité. Je voudrais juste ajouter quelques commentaires :

Je milite pour un seul impôt direct et progressif de tout revenu des personnes physiques, sans aucun abattement possible. Je pense qu'on peut se passer de l'effet incitatif de la taxation qui petit à petit opacifie la fiscalité. La fiscalité doit être simple pour être lisible par tous parce que c'est un des piliers de notre démocratie. Tu me diras, mais quid de l'impôt société ? Pour ma part, je pense qu'il vaut mieux une société qui ne paie ni cotisations sociales (j'entends aussi que le financement de la protection sociale ne dépende que du seul IRPP parce que direct et progressif) ni impôt mais qui emploie des salariés qui eux paieront des impôts et consommeront plutôt que de laisser des chômeurs à la charge de la société. Le but d'une société reste quand même d'enrichir ses actionnaires, donc à un moment de passer l'argent de la société vers les personnes et c'est la que l'Etat devrait se financer. Nul doute que les 4.5% d'impôts des 40 premières sociétés françaises auraient rapporté plus si ses actionnaires avait été imposés à l'IRPP normal. Reste le problème des transferts entre sociétés notamment de nationalités distinctes à régler et le fait qu'une harmonisation fiscale au moins européenne est de plus en plus indispensable. Ne parlons même pas des paradis fiscaux qui n'existent que par la lâcheté des politiques à affronter ce problème qui les sert et sert leurs sponsors. Quant à la TVA c'est un impôt indirect donc injuste à supprimer. Le seul IRPP est capable de financer l'Etat, mais une fiscalité lisible n'est pas dans les intérêts d'une classe politique qui préfère infantiliser les citoyens pour ne pas avoir trop de comptes à rendre.

Le deuxième point que je voudrais soulever est l'approche de l'impôt. Qui gagne de l'argent, le gagne le plus souvent parce qu'il a été instruit par la collectivité, parce qu'il va utiliser les infrastructures de la collectivité (routes, autoroutes, transports, communications etc...), parce qu'il va utiliser une main d'œuvre formée par la collectivité pour un coût moyen annuel et par enfant allant de 7500€ à 13000€ en fonction du niveau d'études, parce que cette main d'œuvre éduquée par la collectivité est aussi rassurée par la société qui met à sa disposition hôpitaux, crèches, transports, protection sociale pour qu'elle puisse travailler et générer une richesse ; la conclusion c'est qu'en fait, à travers l'Etat, la collectivité est associée en industrie et que le plus souvent le montant de l'apport en industrie est bien plus important que le montant de l'apport financier des actionnaires ; en conséquence, du point de vue du capital, l'impôt n'est en fait que le dividende que l'individu ou l'entreprise renvoie à son associé l'Etat. Qui donc dans nos penseurs libéraux pourrait donc contester le paiement du dividende à l'actionnaire quand ils en ont fait la fondation même de leur prétendue philosophie ? Une preuve de plus que le libéralisme n'est pas une philosophie, parce qu'indéfendable, mais l'habillage d'un abus de biens sociaux à l'échelle du monde.

J-C C Je ne partage pas la globalité de cette prise de position.

La mondialisation financiarisée, de fait amorale, apatride, irresponsable (où sont les interlocuteurs ?) conditionne notre vie de tous les jours, nous en sommes dépendants.

Je ne suis pas contre la mondialisation, contre le fait qu'elle soit financiarisée, certes, peut-on vendre des voitures Renault ou Peugeot Citroën sans la mondialisation ? Le marché pour beaucoup de produits s'est internationalisé, cela constitue de nouvelles structures, un nouvel environnement économique. L'évolution appartient à la nature des "choses", évolution qui est sélective. Le déclin est possible, tout étant relatif. Si on remonte un siècle ou deux en arrière l'Europe a décliné par rapport à l'Amérique du Nord. Où en sommes-nous ?

Marché internationalisé – le préfixe inter a disparu, a-t-il existé hors idéologie politique ? C'est, à mon humble avis, une des voies pour créer un horizon, avoir un cap, s'installer dans le futur, avoir confiance.

Nouvel environnement économique, nouvelles structures, nos structures internes qui datent d'une période où l'économie étaient protégée, nous protègent-elles encore ?

Le constat au quotidien est simple. La mondialisation met les pays en concurrence entre eux par les prélèvements obligatoires, le produit servant de support et les délocalisations de moyens. Il n'y a plus d'autonomie financière.

La question (structurelle) à se poser pourquoi les prélèvements obligatoires sont-ils gérés comme une valeur marchande ?

Comment des coûts – les prélèvements obligatoires – qui sont "souverains" deviennent-ils concurrentiels entre Etats, donc marchands, alors que ce n'est pas leur finalité ?

Coûts "souverains" n'est-ce pas ce que l'évolution nous amène à diagnostiquer, à dissocier des coûts commerciaux, à créer les structures d'autonomie financière.

Créer des structures, ne faut-il pas de la créativité politique, depuis les trente glorieuses j'entends toujours un discours de "préservation", préserver ce qui ne nous protège plus, ou de moins en moins, mis à mal. Cela oblige à changer d'habitude ! Le problème serait-il là ? Pourtant la "mondialisation" nous fait-elle pas changer d'habitude (à notre insu) ?

Antonio Gramsci : " Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres".

Cette phrase reflète bien la réalité, de nouvelles structures tardent à apparaître !

Voilà comment j'observe l'avenir.

Vous aussi, amis lecteurs, réagissez, soit à ces courriers, soit à des articles de ce numéro...

Agenda

- 2-11 novembre Paris** **Salon Marjolaine : 550 exposants, ateliers et ciné-conférences**
Parc floral de Paris (M° Château de Vincennes) (*info reprise de Silence, pour plus de détail s'y reporter*)
le 2 à 11 h : les céréales et l'écologie
le 3 à 11 h : l'écologie urbaine : comment rendre les villes vivables pour tous ?
le 4 à 11 h : les nouvelles technologies, une nécessité pour l'environnement ou son cauchemar ?
le 5 à 11 h : comment repenser la place de la viande dans nos sociétés ?
le 6 à 14 h30 : forêts en danger, comment et pourquoi les protéger ?
le 7 à 12 h 30 : nucléaire à quel prix pour l'humanité ?
le 8 à 11 h : le vivant en danger de normes
le 9 à 11 h 30 : les techno-sciences, faut-il en avoir peur ?
le 10 à 11 h : souveraineté alimentaire, pour en finir avec les contre-vérités !
le 11 à 11 h : transition, inventer un nouveau rapport au monde
- 8 novembre Montrouge** **« Rêver le travail »** film de *Marcel Trillat*
projection suivie d'un débat animé par **Jean-Luc Tomas**,
psychologue du travail, chercheur au CNAM,
avec la participation de l'Union Locale **CGT Montrouge-Malakoff-Vanves**
- 20 h** à la Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand, **attention : horaires modifiés**
- Si l'exigence d'un autre partage des richesses reste une question politique et syndicale très importante, il existe une autre question rarement débattue : le travail.
Le travail n'est pas seulement un rapport de subordination pour obtenir un salaire. Les professionnels, loin d'être passifs, sont toujours à l'origine de productions collectives originales, de nouvelles normes, de ressorts inattendus. Mais lorsque l'organisation du travail les prive de ces capacités d'action sur leur travail et leur milieu de travail, ils sont dépossédés de leur pouvoir d'agir, et ils risquent même d'en faire une maladie.
- 9-18 novembre Paris 05** **« Aux actes citoyens », 10^{ème} festival de cinéma d'Attac**
Cinéma laClef, 01 42 17 45 55 M° Censier Daubenton
<http://local.attac.org/images-mouvementees/>
- 14 novembre** **journée de mobilisation interprofessionnelle**
Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires et Unsa décident de faire du 14 novembre une grande journée de mobilisation interprofessionnelle rassemblant les salariés du privé et du public, les retraités et les chômeurs pour manifester leur volonté de voir apporter des réponses concrètes aux difficultés que vivent tous les travailleurs en France et en Europe et en solidarité avec les travailleurs espagnols, portugais et grecs. Elles appellent partout en France à manifester selon des modalités permettant la participation la plus large.
- 15-16 novembre Montreuil (93)** **« Penser la sortie du capitalisme : le scénario Gorz »**
nouveau théâtre de Montreuil, **63 rue Victor Hugo, 93100 Montreuil** (Salle Maria Casarès).
Colloque organisé à l'initiative de l'IMEC (Institut Mémoires de l'édition contemporaine) et de *La Revue du M.A.U.S.S (Alternatives Economiques* étant partenaire)
Avec notamment : **Clémentine Autain, Dominique Bourg, Robert Castel, Jean-Pierre Dupuy, Jean-Marie Harribey, Alain Lipietz, Dominique Méda, Michel Rocard, Philippe Van Parijs, Patrick Viveret, Dominique Voynet ...**
Christophe Fourel, président de l'Association des Lecteurs d'Alternatives Economiques, et auteur de *André Gorz, un penseur pour le XXI^e siècle* (éd. La Découverte), directeur scientifique de ce colloque, en assurera l'ouverture.
Entrée : 20 € Chômeurs et étudiants : 5 €
Inscriptions - Réservations obligatoires : Laure Papin-IMEC (01 53 34 23 21)
laure.papin@imec-archives.com
- 17-18 nov Montreuil** **Journées d'échanges sur les pratiques alternatives féministes contre les violences faites aux femmes**
organisées par les Maisons des femmes de Paris et Montreuil
24-28, rue de l'Eglise, Montreuil (*signalé par Silence*)

- 20 novembre Paris** **Les patrons de la presse internationale**
présentation par **Jean Stern** de son livre
19 H30 Bar-restaurant « le Leu dit », 6 rue Sorbier, M° Ménilmontant ou Gambetta
(signalé par Silence)
- 23 novembre Paris 15** **Regards croisés sur nos assiettes, Colloque**
organisé par l'association de diététique et nutrition critique et les Mutuelles Macif et MNFCT
avec **J-M Lecerf, F. Kartout, P. Meneton, ...**
8 H 30 -16 h, auditorium de la Macif, 17-21 place Etienne Pernet
Inscription : Préformance 22, rue des Vignerons, 94686 Vincennes cedex.
ADNC, 25, rue Marie Rotsen, 60 800 Crépy en Valois, <http://adnc.asso.fr>
(signalé par Silence)
- 29 novembre Paris 007** **Europe : une crise qui n'en finit pas ?**
Débat organisé, à l'occasion de son assemblée générale, par l'Association des lecteurs d'*Alternatives Economiques*
de 18h30 à 20h, à l'Asiem, 6 rue Albert-de-Lapparent, 75007 Paris (M° Ségur), avec :
- **Michel Aglietta**, conseiller scientifique au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii) ;
- **Pervenche Beres**, députée européenne et pdte de la commission des Affaires sociales du Parlement européen ;
- **Renaud Dehousse**, directeur du Centre d'études européennes (Sciences Po) ;
- **Jean-Marie Harribey**, maître de conférences en sciences économiques à l'université de Bordeaux IV ;
- **Agnès Naton**, secrétaire confédérale CGT.
- Débat animé par **Christophe Fourel**, président de l'Association des lecteurs d'*Alternatives Economiques*
- Entrée (sans réservation) : 5 € ; Demandeurs d'emploi et étudiants : 2 € ;**
Entrée gratuite pour les adhérents de l'Association des lecteurs (sur présentation de la convocation à l'assemblée générale).
- Renseignements : Véronique Orlandi, 01 44 88 95 90, association@alternatives-economiques.fr**

Organisation d'ATTAC 92

Siège social: chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart attac92@attac.org
Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92> (Eric Thiébaud) (web.attac92@attac.org)
Président d'ATTAC 92 : Jean-Louis Michniak president.attac92@attac.org
Secrétaire : Eric Colas secrtaire.attac92@attac.org
Vice-secrétaire : Sophie Maloberti
Trésorier : Hubert Guérinet
Trésorière-adjointe : Rosette Kebabdjian
Fichier : Nicolas Lasman
Correspondant Electronique Local : Jean-Paul Allétru
Groupes de proximité :
Bagneux : Daniel Monteux **Asnières :** Guy Rodary **Clamart :** Thérèse Villame
Antony : Cécile Ganeval, Florence Lauzier, Hubert Nadin **Colombes :** Bernard Kervella, Adda Bekkouche
Clichy : Jean Quebre, Marthe Chabrol **Rueil-Malmaison/ GP Mont Valérien :** Cyril Pocréau
Courbevoie : Annie Reynaud **Montrouge :** Jean-Paul Allétru; Catherine Sindicas
Genevilliers : Nelly Viennot

Bulletin d'adhésion 2012

NOM (en capitales) : **PRENOM :** **Homme / Femme (rayer la mention inutile)**
Date de naissance : **Profession :**
Adresse : **Code postal :** **Ville :** **Pays :** **Téléphone fixe**
: **Mobile :**
Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2012 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 1 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € : 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :
par chèque bancaire ou postal
par carte bancaire n° : 3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Attac, Service adhésions, 60643 Chantilly cedex – France Pour tout renseignement, téléphoner au 01 56 06 43 60
Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac, chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart Responsable de la publication : Eric Colas (president.attac92@attac.org)